



12, place du Panthéon - 75231 Paris cedex 05

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (commun à tous les lots)

ACCORD CADRE n°2026-014

Accord cadre passé en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-2 1°, R. 2161-2 à R. 2161-5, R. 2121-8 et R. 2162-1 à R. 2162-14 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

OBJET DU MARCHÉ

**ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT ET
D'AMENAGEMENT POUR LES BESOINS
DE L'UNIVERSITE PARIS PANTHEON-ASSAS**

Le présent R.C. comporte 15 feuillets numérotés de 1 à 15

Date et heure limites de remise des offres :

VENDREDI 06 MARS 2026 12H00

IDENTIFICATION DE L'ADMINISTRATION CONTRACTANTE

Université Paris Panthéon-Assas

12, place du Panthéon

75231 PARIS CEDEX 05

Téléphone : 01 44 41 55 39

E-mail : savannah.rodriquez@assas-universite.fr

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – CLAUSE DE REEXAMEN/PRESTATIONS SIMILAIRES

1.1. Objet du marché

Le présent accord cadre a pour objet la réalisation de travaux d'entretien et d'aménagement courants pour les besoins de l'Université Paris Panthéon Assas. Il s'agit d'un accord cadre mono-attributaire et multi-attributaire pour certains lots et à bons de commande conformément au décret n°2018-1075 relatif au code de la commande publique.

Les prestations attendues sont décrites dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dans le cahier des clauses techniques particulières commun aux lots (CCTP commun) et dans les cahiers des clauses techniques particulières de chaque lot. Les bordereaux de prix unitaires (BPU) par lot regroupent toutes les prestations attendues décrites aux CCTP des lots concernés.

1.2. Clause de réexamen/prestations similaires

En application des dispositions prévues aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le marché en cours d'exécution.

Le réexamen du marché a pour objet d'amender celui-ci de prestations non décrites aux CCTP des différents lots et représentant un besoin récurrent de l'Université.

De plus des prestations comprises dans l'objet de chaque lot, mais non décrites aux CCTP, pourront être commandées dans le cadre du présent accord-cadre.

Les prestations et clauses susceptibles d'évoluer sont les suivantes, néanmoins cette liste reste non exhaustive et à titre informatif :

- Ajout/suppression d'un site de l'Université,
- Intégration de nouveaux produits/nouvelles prestations dans les BPU,
- Modification, à la hausse comme à la baisse, du seuil minimum de bons de commande soumis à la retenue de garantie. Le nouveau seuil sera notifié au titulaire par avenant.

Le réexamen du marché sera réalisé au moment de la date anniversaire de renouvellement du marché par avenant accompagné d'une annexe au BPU regroupant l'ensemble des prestations modifiées et/ou ajoutées qui auront été formulés par l'Université un mois avant la date anniversaire du marché.

En application des dispositions prévues à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à la procédure de marché public négocié avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 2. ETENDUE DE LA CONSULTATION ET ALLOTISSEMENT

Le présent marché est un accord-cadre passé en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-2 1°, R. 2161-2 à R. 2161-5, R. 2121-8 et R.2162-1 à R. 2162-14 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Ainsi le marché ne présente pas un montant minimum mais présente un **montant maximum sur 4 ans : 3 100 000€ H.T**

Attention : le montant maximum indiqué réglementairement dans le présent CCAP ne correspond pas au budget du marché mais prend en compte une marge permettant de couvrir

d'éventuels besoins futurs, inconnus et non financés à ce jour. Le candidat ne peut donc considérer ce montant comme un budget dédié au marché pour élaborer son offre.

Les prestations supplémentaires qui n'auraient pas été identifiées au moment de l'évaluation du besoin et en lien avec le lot concerné, pourront faire l'objet d'un avenant à hauteur de 10 % € HT sur le montant total du marché s'y afférant.

L'accord cadre ne fixe pas tous les termes du marché. Les bons de commande seront conclus au fur et à mesure des besoins de l'Université sur la base de l'accord-cadre ainsi que les annexes 1 et 2 de l'acte d'engagement, les éléments du CCTP commun à l'ensemble des lots, les éléments des CCTP de chaque lot et le mémoire technique des titulaires retenus.

De nouvelles prestations ou de nouveaux produits, non prévues dans les BPU ou les CCTP de l'un des lots de l'accord cadre et entrant dans l'objet du lot considéré, pourront être commandées par bons de commande valant marchés subséquents dans les conditions fixées à l'article 7 du présent CCAP.

Ces prestations, divisées en huit lots, sont détaillées dans les C.C.T.P. Les candidats peuvent soumissionner pour un ou la totalité des lots. L'analyse se fera lot par lot. Les candidats rempliront un acte d'engagement par lot, chaque lot donnant lieu à la signature d'un marché.

Les lots sont les suivants :

Lot n°1 : Démolition – VRD – Echafaudages– Gros œuvre – Etanchéité – Bardage – Serrurerie - Revêtement sols durs

Études d'exécution, démolition, VRD, évacuations EU/EP sous dallage, maçonnerie, flocage, échafaudages, dallage pierre, carrelage scellé, faïence murale, signalétiques scellées au sol (passages podotactiles, etc.),

Lot n°2 : Charpente – Couverture

Études d'exécution, Charpente, couverture de toutes natures, zinguerie/EP, fumisterie

Lot n°3 : Menuiseries extérieures – Serrurerie métallerie

Études d'exécution, Menuiseries extérieures en bois/métal/PVC, stores, serrurerie/métallerie extérieure

Lot n°4 : Doublage – Cloisons – Faux-Plafond – Menuiseries intérieures – Aménagements intérieurs

Études d'exécution, doublage, cloisons, plâtrerie-isolation, faux plafonds, flocage, menuiseries intérieures, menuiserie d'agencement, échafaudages, traitement acoustique, vitrophanie, serrurerie/métallerie intérieure et signalétique murale

Lot n°5 : Électricité CFO - CFA

Études d'exécution, courants forts, courants faibles, fibre optique, chauffage électrique, éclairage, luminaires, alarmes incendie/intrusion, boucles auditives magnétiques

Lot n°6 : CVC – Plomberie – Équipements sanitaires

Études d'exécution, plomberie, sanitaires, chauffage, climatisation, eau chaude sanitaire, ventilation - traitement de l'air

Lot n°7 : Peinture – Sols souples - Parquet

Peinture, revêtements muraux, revêtements de sol souple, parquets massifs traditionnels, parquets massifs collés, parquets flottants, signalétiques PMR intégrées dans les sols souples,

Lot n°8 : Nettoyage après travaux et libération de baux

Nettoyage et entretien, prestations spécifiques : déchets, sanitaires, sols, entretien des murs, portes et petites vitreries, mobiliers, équipements et espaces extérieurs.

Les prestations sont exécutées par bon de commande au fur et à mesure des besoins de l'Université.

Les lots 2, 3 et 8 sont mono-attributaires.

Chaque lot donnera lieu à un marché qui sera attribué à un seul titulaire. Ces marchés s'exécuteront par l'émission de bons de commande pour un montant maximum de :

- Lot 2 : 100 000 € HT
- Lot 3 : 100 000 € HT

- Lot 8 : 35 000 € HT
au fur et à mesure des besoins de l'Université sur la base des prix fixés sur l'annexe 1 de l'acte d'engagement de chaque lot, les délais et les modalités d'exécution des prestations indiqués sur l'annexe 2 de l'acte d'engagement de chaque lot, ainsi que sur les éléments prévus dans le CCTP et le mémoire technique du titulaire retenu pour chaque lot.

Les lots 1, 4, 5, 6 et 7 sont multi-attributaires.

Le nombre maximal de titulaires pour ces lots est fixé à 2, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres. L'Université se réserve le droit de fixer le nombre minimum de titulaires pour chaque lot, sachant que ce nombre ne dépassera pas 2 titulaires.

Chaque lot donnera lieu à un marché qui sera attribué aux titulaires retenus par l'Université et arrivant en tête du classement général réalisé à l'issue de l'analyse des offres.

Ces marchés s'exécuteront par l'émission de bons de commande pour un montant maximum de :

- Lot 1 : 365 000 € HT
- Lot 4 : 550 000 € HT
- Lot 5 : 700 000 € HT
- Lot 6 : 650 000 € HT
- Lot 7 : 800 000 € HT

au fur et à mesure des besoins de l'Université sur la base des prix fixés sur l'annexe 1 de l'acte d'engagement de chaque lot, les délais et les modalités d'exécution des prestations indiqués sur l'annexe 2 de l'acte d'engagement de chaque lot, ainsi que sur les éléments prévus dans le CCTP et le mémoire technique du titulaire retenu pour chaque lot. Les bons de commande seront adressés en priorité au titulaire en arrivant en tête du classement des offres.

Les titulaires des lots 1, 4, 5, 6 et 7 pourront être remis en concurrence dans les conditions prévues à l'article 7.2 du présent CCAP. L'offre sera retenue selon les critères énoncés dans l'article 7.2. du CCAP.

ARTICLE 3. MODALITES DE CHIFFRAGE DES PRESTATIONS HORS BPU

Le candidat doit compléter l'annexe 1 à l'acte d'engagement (BPU) en indiquant le coefficient multiplicateur unique qu'il appliquera sur ses prix d'achat pour les prestations non listées au bordereau des prix unitaires.

Article 3.1. Instruction de remplissage

- Le coefficient doit être exprimé sous forme de pourcentage %

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un an, à compter de sa date de notification.

Il est reconductible de manière tacite par période d'un an à compter de la date anniversaire de sa notification, dans la limite de trois reconductions.

Les bons de commande et les marchés subséquents peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Par conséquent, après expiration du marché, les deux parties restent tenues d'honorer les obligations contractées pendant le marché.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

L'Université communiquera la décision de non-reconduction au plus tard trois mois avant ce terme.
En cas de non-reconduction du marché, le titulaire ne peut pas prétendre à indemnisation

A l'échéance de cette durée globale de quatre ans, l'Université se réserve la possibilité de poursuivre les prestations d'une année supplémentaire. Cette décision sera notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5. MODE DE REGLEMENT/MONNAIE/LANGUE

Le mode de règlement est le virement après mandatement à 30 jours maximum à compter de la réception de la facture en bonne et due forme.

L'unité monétaire pour l'exécution du marché sera l'euro. Ainsi, les entreprises libelleront leurs offres en euros. Tous les documents du marché et les correspondances seront rédigés en langue française.

ARTICLE 6. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 7. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 8. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DCE

L'Université se réserve le droit d'apporter au plus tard dix jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de la consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever une réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier de consultation par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 9. CONTENU DES OFFRES ET RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

**La date limite de réception des offres par l'Université est fixée
au LUNDI 02 MARS 2026 à 12H00.**

9.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises est composé des pièces suivantes :

- l'avis d'appel public à la concurrence
- le présent règlement de la consultation (commun à tous les lots)
- l'acte d'engagement (commun à tous les lots)
- les deux annexes à l'acte d'engagement (une annexe n°1 par lot : bordereau des prix unitaires, une annexe n° 2 par lot : délais et modalités d'exécution des prestations, interlocuteurs et liste des sous-traitants)
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot
- les formulaires DC1 et DC2

9.2. Retrait du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur la plate-forme de dématérialisation suivante PLACE.

ARTICLE 10. PRESENTATION ET CONTENU DES OFFRES

Les candidats auront à produire un dossier complet rédigé en langue française et comprenant les pièces suivantes :

10.1. Présentation de la candidature

La candidature comprendra les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat dans les conditions fixées aux articles R. 2142-3, R. 2142-4 et suivants du code de la commande publique :

10.1.1) la lettre de candidature (imprimé DC1-exDC4) complétée ou DUME papier rédigé en langue française ou la déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat déclarant sur l'honneur :

a) ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ;

b) ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

En cas de groupement :

Les opérateurs économiques peuvent librement candidater au présent marché sous la forme de leur choix. Sont admises les candidatures individuelles, de personnes physiques ou morales, et les candidatures groupées au sens de l'article R. 2142-19 et suivants du Code de la commande publique.

La lettre de candidature (ou équivalent) doit préciser la nature du groupement et la désignation du mandataire. L'ensemble des éléments de candidature demandés ci-dessus doivent être transmis pour chaque membre du groupement.

La recevabilité de la candidature est analysée pour chaque opérateur économique que le groupement soit conjoint ou solidaire ; l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale.

En cas de candidature groupée, les mêmes documents seront produits par chacun des cotraitants. Un courrier ou le DC1 indiquera précisément la nature du groupement (conjoint ou solidaire) et la désignation du mandataire.

Il est rappelé que dans le cadre du présent marché, une même société ne peut faire partie de plusieurs groupements concurrents ni présenter une offre individuelle et une offre groupée.

De la même manière, un opérateur économique ne pourra être membre de deux groupements différents qui candidateraient respectivement au même marché.

Le non-respect de ces prescriptions engendrera le rejet de la totalité des candidatures concernées par cette situation.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, il sera imposé **la forme solidaire au groupement d'entreprises attributaire pour assurer la bonne exécution du marché**. Cependant, en application de l'article R. 2142-19 et suivants du Code de la commande publique, il n'est pas imposé, pour la recevabilité de l'offre, que le groupement soit constitué en la forme requise au moment de la remise des offres mais le candidat groupé devra obligatoirement assurer sa transformation dans l'hypothèse où il serait désigné comme l'attributaire provisoire du marché.

2) l'imprimé DC2 (exDC5) complété ou DUME papier rédigé en langue française concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Le candidat pourra joindre une annexe au DC2 afin de compléter ces rubriques notamment sur la répartition du chiffre d'affaires global en fonction des prestations auxquelles se réfère le marché, réalisées au cours des trois dernières années

3) si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

4) le pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise, si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société ;

5) la déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (il s'agit ici des moyens humains globaux de la société et non des moyens humains qui seront spécifiquement affectés à la réalisation du marché) ;

6) la liste des principaux travaux (10 maximum) exécutés au cours des 5 dernières années, avec l'indication de **3 références minimum de travaux similaires à l'objet du/des lot(s) au(x)quel(s) répondent les candidats**, sous forme d'**attestations de bonne exécution**. **Les attestations doivent indiquer le montant, la date, le lieu d'exécution des travaux, ainsi que les destinataires de ces travaux (maîtres d'ouvrage et/ou maîtres d'œuvre avec l'indication des coordonnées téléphoniques de personnes à contacter).** Les attestations précisent si les travaux ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

En cas de sous-traitance :

En cas de sous-traitance déjà connue, pour justifier de capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le ou les sous-traitant(s) que ceux exigés des candidats. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou de ces sous-traitant(s) pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit du ou des sous-traitant(s). Les candidats devront compléter l'annexe 2 à l'acte d'engagement à cet effet en indiquant les noms, coordonnées et domaine d'intervention de leurs sous-traitants.

Dans le cadre du présent marché, une même société ne peut présenter une offre à titre individuel ou membre d'un groupement et à titre de sous-traitant d'un autre candidat.

Le non-respect de cette prescription engendrera le rejet de la totalité des candidatures concernées par cette situation.

10.2. Niveaux de capacités requis au stade de la candidature

10.2.1 Niveau requis pour la capacité financière :

La somme des chiffres d'affaires pondérés des trois derniers exercices disponibles (ou tout autre moyen pour les sociétés nouvellement créées) concernant les travaux objet du marché doit être égale ou supérieure à :

| Lots | CA pondéré des 3 dernières années |
|-------------|--|
| Lot n°1 | 1.000. 000 € H.T. |
| Lot n°2 | 800.000 € H.T. |
| Lot n°3 | 800.000 € H.T. |
| Lot n°4 | 1.800.000€ H.T. |
| Lot n°5 | 2.000.000€ H.T. |
| Lot n°6 | 1.000.000€ H.T. |
| Lot n°7 | 1.500.000€ H.T. |
| Lot n°8 | 200.000€ H.T. |

Les chiffres d'affaires seront pondérés par année de la manière suivante :

Année n-1 : 50%

Année n-2 : 30%

Année n-3 : 20%

NOTA : dans le cas où un candidat répondrait à plusieurs lots, le pouvoir adjudicateur vérifiera que **le candidat atteint le nombre minimum du niveau de capacité financière des lots concernés** afin de s'assurer de la bonne exécution du marché de travaux tous lots confondus.

Les candidats doivent donc veiller à atteindre les niveaux minimaux des lots auxquels ils répondent.

Ainsi, un candidat qui n'atteindrait pas un niveau de capacité financière suffisant au vu des chiffres d'affaires présentés verra sa candidature rejetée.

10.2.2 Niveau requis pour la capacité professionnelle :

Les candidats doivent disposer des certificats de qualification professionnelle suivante (ou équivalent):

| Lots | Certificats de qualification professionnelle (ou équivalent) |
|---------|--|
| Lot n°1 | 1411 Échafaudages (technicité courante) 1111 Démolition - Déconstruction (technicité courante) 2113 Maçonnerie et ouvrages en béton armé (technicité supérieure) 2141 Transformation en maçonnerie 2122 Ravèlement en maçonnerie 2181 Restauration maçonnerie du patrimoine 6312 Carrelages - revêtements - mosaïques (technicité confirmée) |
| Lot n°2 | 3163 Couverture en métaux (technicité supérieure) 3133 Ardoises (technicité supérieure) 3193 Couverture du patrimoine 3212 Étanchéité en matériaux bitumineux en feuilles (technicité confirmée) 5322 Installation de désenfumage mécanique |
| Lot n°3 | 3512 Fourniture et pose de menuiseries extérieures dans tout type de bâtiment 3521 Fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium (technicité courante) 3552 Fabrication et pose de menuiseries extérieures en bois (technicité confirmée) 4411 Serrurerie-métallerie (technicité courante) |
| Lot n°4 | 4132 Plaques de plâtre (technicité confirmée) 4211 Fourniture et pose de cloisons démontables, amovibles ou mobiles 4312 Fourniture et pose de menuiserie intérieure en bois 4343 Parquets traditionnels et parquetage (technicité supérieure) 6612 Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires (technicité confirmée) 9112 Agencement (technicité confirmée) |
| Lot n°5 | Qualifelec MGTI - Classe 4 Qualifelec MIE 2 - Classe 4 Qualifelec CFMGTI2 - Classe 3 |
| Lot n°6 | 5113 Installation de plomberie sanitaire dans tout type de bâtiment 5312 Installation de VMC en tertiaire supérieur à 1 000 m ² 5141 Maintenance de compteurs d'eau et de robinetterie 5252 Installation de distribution de chauffage ou de rafraîchissement avec centrale de traitement d'air |
| Lot n°7 | 6212 Revêtements textiles en lés 6223 Revêtements résilients (PVC, caoutchouc, linoléum et assimilés) (technicité supérieure) 6233 Revêtements coulés à base de résine de synthèse (technicité supérieure) 6112 Peinture et ravèlement (technicité confirmée) |
| Lot n°8 | Label Qualipropre ou équivalent |

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tous moyens, notamment par des certificats d'identité professionnelle et/ou **au minimum 3 références minimum de travaux similaires à l'objet du/des lot(s) au(x)quel(s) répondent les candidats, qui indiquent le montant, la date, le lieu d'exécution des travaux, ainsi que les destinataires de ces travaux (maîtres d'ouvrage et/ou maîtres d'œuvre avec l'indication des coordonnées téléphoniques de personnes à contacter).**

Ainsi, un candidat qui n'atteindrait pas un niveau de capacité professionnel suffisant au vu des qualifications et références présentées verra sa candidature rejetée.

10.2.3 Niveau requis pour la capacité technique :

Les candidats doivent disposer d'un effectif global y compris les sous-traitants déclarés supérieur ou égal à :

| Lots | Effectif minimum |
|-------------|-------------------------|
| Lot n°1 | 15 |
| Lot n°2 | 15 |
| Lot n°3 | 15 |
| Lot n°4 | 25 |
| Lot n°5 | 30 |
| Lot n°6 | 25 |
| Lot n°7 | 20 |
| Lot n°8 | 5 |

Les effectifs seront pondérés par année de la manière suivante :

Année n-1 : 50%

Année n-2 : 30%

Année n-3 : 20%

NOTA : dans le cas où un candidat répondrait à plusieurs lots, le pouvoir adjudicateur vérifiera que **le candidat atteint le nombre minimum du niveau de capacité technique des lots concernés** afin de s'assurer de la bonne exécution du marché de travaux tous lots confondus.

Les candidats doivent donc veiller à atteindre les niveaux minimaux des lots auxquels ils répondent. **Ainsi, un candidat qui n'atteindrait pas un niveau de capacité technique suffisant au vu des effectifs présentés verra sa candidature rejetée.**

10.3 Contenu de l'offre

L'offre sera composée des pièces suivantes :

10.3.1 L'acte d'engagement (commun à tous les lots) complété et daté ;

10.3.2 2) Les deux annexes de l'acte d'engagement (annexe n°1 : une par lot, annexe 2 : une par lot) complétées, datées, signées par le représentant habilité de l'entreprise, et portant le cachet de l'entreprise.

Attention : La signature électronique n'étant plus exigée lors du dépôt d'une offre dématérialisée, l'acte d'engagement ainsi que les deux annexes devront signés de manière manuscrite, puis numérisés et joints à l'offre dématérialisée du candidat.

Les deux annexes devront être complétées soigneusement. Elles constituent la base de l'analyse de l'offre et deviendront contractuelles à la signature du marché par le Président de l'Université.

10.3.3 3) le mémoire technique du candidat comprenant :

Pour tous les lots :

1. la gestion des interfaces avec le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre et éventuellement les autres corps d'état afin de réaliser les travaux dans les meilleurs délais. Les mesures prises par le candidat pour garantir les délais de réponse et d'exécution et les interventions durant les périodes de congés de l'Université. Le candidat détaillera également le mode de communication qu'il utilise en interne avec les sous-traitants éventuels ainsi que l'encadrement de ceux-ci ;
2. la méthodologie d'exécution mise en place par le candidat pour l'exécution et le suivi des travaux prenant en compte l'ensemble des contraintes spécifiques liées aux travaux en site occupé et sensible telles que définies dans les pièces contractuelles ;
3. Méthodologie de mise en œuvre spécifique à leurs prestations ;
4. Dispositif spécifique de gestion environnementale de chantier (recyclage, valorisation et réutilisation) ;
5. la présentation des personnes dédiées à l'Université pour l'exécution des prestations (coordonnées, expériences, curriculum vitae, copie des diplômes, attestations ou certificats, etc.) ;
6. les coordonnées du ou des interlocuteur(s) unique(s) dédiés à l'Université à compléter dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement
7. les coordonnées du ou des sous-traitants à compléter dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement accompagnée de leur attestation d'assurance.

Pour le lot 1 en complément :

1. la méthodologie d'intervention spécifique aux travaux de démolition et de curage en site occupé (protection, limitation du bruit, évacuation et gestion des déchets, etc....).

Pour le lot 4 en complément :

1. la méthodologie d'intervention spécifique aux travaux de cloisonnement et de FP en site occupé (protection, limitation du bruit, livraison et acheminement des matériaux, évacuation des déchets, etc....).

Pour le lot 5 en complément :

1. la méthodologie d'intervention pour les travaux de consignation ou de coupure ponctuelle des réseaux en site occupé ;
2. la méthodologie d'intervention sur les installations CFO existantes (intervention sur les armoires, sur des équipements actifs de sécurité, etc.

Pour le lot 6 en complément :

1. la méthodologie d'intervention sur les équipements installés suivant les articles du CCAP et votre CCTP ;
2. la méthodologie d'intervention pour les travaux de consignation ou de coupure ponctuelle des réseaux en site occupé.
3. La méthodologie de passation des équipements CVC installés au titre du présent marché vers le mainteneur à compter de la date de réception

Pour le lot 7 en complément :

1. la méthodologie d'intervention et de gestion des poussières liées aux travaux de préparation avant peinture en site occupé et sensible.

Les candidats pourront ajouter sur papier libre toute autre information complémentaire (notamment les CV, les certificats, etc.).

Le mémoire technique devra être complété soigneusement.
Il constitue la base de l'analyse de l'offre. Il sera contractualisé au moment de la notification du marché.

10.3.4 4) le relevé d'identité bancaire ou postal.

L'absence d'un de ces documents est de nature à entraîner le rejet de l'offre.

L'acte d'engagement original ainsi que ses deux annexes dûment complété et signé sera demandé à l'attributaire du marché. Le candidat devra alors le fournir dans un délai de cinq jours à compter de la demande faite par courriel à la direction de l'entreprise (coordonnées sur l'annexe 2 de l'acte d'engagement).

10.4 Pièces complémentaires exigées de l'attributaire du marché

Outre l'acte d'engagement complété et signé, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir dans un délai de trois jours à compter de la demande par courriel de l'Université, la copie des pièces suivantes (**si celles-ci n'ont pas été fournies dans le dossier du candidat**), accompagnées de leur traduction en langue française, le cas échéant :

10.4.1 Les documents mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique :

- attestations et certificats (impôts, taxes, cotisations et contributions sociales) délivrés par les administrations et organismes compétents, prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- attestations et certificats (impôts, taxes, cotisations et contributions sociales en vigueur localement) établis par les administrations et organismes du pays d'origine pour le candidat établi dans un Etat autre que la France ;
- les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5, ainsi que D.8222-8 du code du travail (extrait K-bis et attestations URSSAF de versement des cotisations et fourniture de déclarations sociales).

10.4.2 L'attestation d'assurance garantissant la responsabilité du candidat à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés lors de l'exécution du présent marché.

10.4.3 L'attestation décennale de l'année en cours mentionnant clairement l'activité principale et le cas échéant l'activité secondaire et complémentaire couverte. L'attestation devra préciser les couvertures qu'elle offre et le montant maximum de la couverture. Il est rappelé que le l'attributaire doit également pour les éventuelles prestations sous-traitées.

Si le candidat retenu ne peut produire les pièces demandées dans le délai imparti par l'Université, son offre est rejetée. L'université présente alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Nota : Les notices explicatives des formulaires sont téléchargeables sur le site du MINEFE aux adresses suivantes :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2016>

Nota : La version papier du DUME (Document Unique de Marché Européen) est téléchargeable sur le site : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32016R0007&from=FR>

Service en ligne E-DUME permettant de compléter le formulaire DUME en ligne, puis de l'imprimer et de le joindre à l'offre :

<https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/espd/filter?lang=fr>

Explications de la Commission européenne sur le DUME :

https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0ahUKEwjwnKD2plnMAhViP5oKHfenDDIQFggkMAA&url=http%3A%2F%2Fec.europa.eu%2FDocsRoom%2Fdocuments%2F16002%2Fattachments%2F1%2Ftranslations%2Ffr%2Frenditions%2Fnative&usq=AFQjCNFqaWS9xdVEWLkp_ksVZaglwSHjvA&cad=rja

11 CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

**La date limite de réception des offres par l'Université est fixée
au lundi 02 mars 2026 à 12H00.**

Seules la date et l'heure de réception par les services de l'Université font foi.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas acceptés. Il est demandé aux candidats de prendre en compte, lors de l'expédition de l'offre, d'éventuels retards dans l'acheminement de l'offre électronique.

Les offres dématérialisées sont obligatoires.

Les plis seront transmis par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation Place. L'envoi d'une offre électronique peut être accompagné d'une copie de sauvegarde sous la forme d'un support physique électronique (clef USB, CD, DVD) ou sur support papier. Cette copie de sauvegarde devra parvenir avant la date limite de réception des offres et devra être placée dans un pli scellé comportant la mention « **copie de sauvegarde** », ainsi que la mention « **2026-014 ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT ET D'AMENAGEMENT POUR LES BESOINS DE L'UNIVERSITE PARIS PANTHEON-ASSAS** »

Toute offre envoyée par télécopie, par télex, par courrier électronique ou par tout autre moyen ne garantissant pas la confidentialité ne sera pas prise en compte.

11.2 Offres transmises par voie électronique (offres dématérialisées)

Il sera fait application des dispositions des articles R. 2132-7 et suivants du code de la commande publique.

La signature électronique des documents n'est pas exigée.

Toutefois, les candidats ont la possibilité de déposer une offre signée électroniquement. Dans ce cas, les documents constituant la candidature et l'offre devront être signés avec un certificat de classe 2 ou 3 fourni par une autorité de certification agréée par le ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie.

Les candidats devront transmettre leur offre, sur la plate-forme de dématérialisation PLACE :

Les candidats devront transmettre les documents de leur candidature et de leur offre sous forme de fichiers établis dans les formats informatiques suivants :

- 1) format PDF principalement
- 2) format XLS : tableur Excel 2010 ou équivalent gratuit CSV
- 3) format DOC : traitement de texte Word 2010 ou équivalent gratuit RTF
- 4) format PPT : logiciel PowerPoint 2010 ou équivalent présentations HTML ou PDF

Tout fichier informatique établi dans un format informatique différent ou à partir d'une version logicielle supérieure sera déclaré nul et non avenu.

Tout fichier informatique transmis par les candidats devra être exempt d'un quelconque virus informatique.

Conformément aux articles 10 à 12 de l'arrêté du 28 août 2006 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés, les documents électroniques relatifs à la candidature et à l'offre qui n'ont pas fait l'objet d'une réparation ou dont la réparation a échoué, sont réputés n'avoir jamais été reçus et le candidat en sera informé. En cas de remise d'une copie de sauvegarde, la personne publique procèdera à l'ouverture de cette copie de sauvegarde.

En cas de difficulté rencontrée sur la plate-forme de dématérialisation, le candidat devra s'adresser à PLACE les jours ouvrés de 9H à 19H :

- 1) par téléphone : 01 76 64 74 07
- 2) par messagerie : support@atexo.com

N.B. Les documents mis en ligne par l'Université Paris Panthéon-Assas sont identiques à ceux imprimés sur papier et conservés par l'Université Paris Panthéon-Assas. Seuls les documents détenus par l'Université Paris Panthéon-Assas font foi.

Les candidats s'engagent si leur offre dématérialisée est retenue, à accepter la re-matérialisation des pièces du marché et à apposer leur signature manuscrite.

11.3 Copie de sauvegarde déposée

La copie de sauvegarde pourra être déposée contre récépissé à l'adresse suivante :

Université PARIS PANTHEON-ASSAS
Service Marchés
Escalier J – 1er étage gauche
12, place du Panthéon
75005 PARIS

Heures de réception : 9H30 à 12H30 et 14H30 à 17H30 du lundi au vendredi inclus.

ATTENTION : Heure limite de dépôt des plis fixée à 12H00 le 02 mars 2026.

11.4 – Copie de sauvegarde envoyée par courrier

La copie de sauvegarde pourra être envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception à :

Université PARIS PANTHEON-ASSAS
Service Marchés
Escalier J – 1er étage gauche
12, place du Panthéon
75231 PARIS CEDEX 05

ATTENTION : Heure limite de dépôt des plis fixée à 12H00 le 02 mars 2026.

12 JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

12.1 Jugement des candidatures

Pourront être éliminés les candidats qui ne sont pas recevables en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 (interdictions de soumissionner) du Code de la commande publique, qui n'ont pas fourni les pièces mentionnées aux articles R. 2142-3, R. 2142-4 et suivants, R. 2143-3 et suivants du Code de la commande publique, ou dont les capacités professionnelles, techniques et financières, ainsi que les références par rapport à la prestation objet du marché sont jugées insuffisantes.

12.2 Jugement des offres

Conformément aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4 du Code de la commande publique, les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables seront éliminées.

L'Université pourra demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre lors de l'analyse de celles-ci.

Chaque soumissionnaire devra remplir avec diligence les deux annexes et l'acte d'engagement, ainsi que le mémoire technique.

En effet, outre le fait que ces documents deviendront contractuels et serviront de base à l'exécution du marché, l'analyse des offres se fera à partir des éléments qui y figurent.

Toutes les informations complémentaires que le candidat estimera nécessaire de donner, seront présentées sur papier libre (format A4) de manière claire et concise.

Les offres seront jugées à partir des critères de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, dont la pondération est la suivante :

CRITERE 1 : VALEUR TECHNIQUE GLOBALE (60% DE LA NOTE GLOBALE)

La valeur technique sera jugée sur la qualité de la proposition technique du candidat selon les sous critères pondérés suivants :

| Sous critères techniques | Pondération % |
|---|---------------|
| Sous critère 1 Qualité de la méthodologie de gestion des interfaces entre le candidat, le maître d'ouvrage, les sous-traitants éventuels et les autres corps d'état proposée pour tenir les délais contractuels et les réalisations de travaux durant les périodes de congés de l'Université | 25 % |
| Sous critère 2 Qualité de la méthodologie proposée pour la réalisation des travaux en milieu occupé et sensible. | 25 % |
| Sous critère 3 Pertinence de la méthodologie d'exécution des travaux et des moyens matériels mis en œuvre pour la réalisation des travaux | 20 % |
| Sous critère 4 Pertinence des moyens humains dédiés (encadrants, ouvriers, référent pour la MOA) pour la réalisation des travaux | 25 % |
| Sous critère 5 Pertinence de la démarche environnementale proposée | 5 % |

CRITERE 2 - PRIX (40 % DE LA NOTE GLOBALE)

Les candidats doivent compléter obligatoirement l'annexe 1 à l'AE (BPU) du lot(s) auquel(s) ils soumissionnent.

Le **Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** fixe les prix unitaires proposés par les candidats.

L'analyse financière des offres sera réalisée à partir d'un **Détail Quantitatif Estimatif (DQE)** établi par le pouvoir adjudicateur. Le **DQE** est un document d'analyse qui simule une commande-type représentative des besoins courants du marché pour assurer une comparaison à périmètre constant.

Les quantités estimatives figurant dans le DQE peuvent ne concerner que les lignes du BPU jugées les plus représentatives des besoins prévisionnels de l'accord-cadre.

Le DQE sera utilisé exclusivement pour la comparaison des offres sur la base de quantités estimées identiques pour tous les candidats ; il n'a pas de valeur contractuelle. Les quantités du DQE ne préjugent pas des volumes qui seront effectivement commandés dans le cadre de l'accord-cadre et n'emportent aucun engagement du pouvoir adjudicateur.

Le DQE est masqué :

- les candidats disposent de la structure des prestations correspondant au BPU
- les quantités estimatives restent confidentielles et ne sont pas communiquées. Elles sont identiques pour tous les candidats pour assurer une analyse objective.

Modalités d'application :

- Les prix unitaires indiqués par le candidat dans son Bordereau des Prix Unitaires (BPU) servent de base de calcul et seront reportés dans le DQE masqué par la commission d'analyse. Les mêmes quantités sont appliquées de façon identique pour chaque candidat. Pour chaque offre, le montant simulé est calculé en multipliant les prix unitaires du BPU par les quantités estimées du DQE, et en faisant la somme de chacune des lignes de prestations du DQE.
- Le montant total HT résultant de cette simulation servira exclusivement au classement financier des offres.
- Ce document n'a pas de valeur contractuelle et ne lie pas le pouvoir adjudicateur pour l'exécution future du marché.

Calcul de la note avec le DQE :

La note maximale du critère Prix est fixée à **40 points** (Note max).

Le candidat moins-disant obtient d'office la note maximale au critère prix

Afin de neutraliser l'effet d'une offre exceptionnellement basse, la référence retenue pour le calcul des notes des autres candidats est le montant simulé de la deuxième offre la plus basse (ou "offre la plus basse après exclusion"). Pour tout candidat autre que le moins-disant, la note Prix est calculée selon la formule suivante :

Note Prix = $(P_{ref} / P_{candidat}) \times \text{Note max}$,

où :

- P ref est le montant simulé de la deuxième offre la plus basse,
- P candidat est le montant simulé de l'offre du candidat.

La note obtenue est plafonnée à la note maximale.

Les calculs sont effectués à [deux] décimales ; les arrondis sont opérés selon la règle mathématique usuelle.

Toutes les offres recevables sont notées selon la présente méthodologie. La méthodologie n'est pas adaptable « au cas par cas ». L'éventuelle détection d'une offre susceptible d'être anormalement basse fait l'objet d'une instruction séparée, indépendamment de la notation.

En cas de contradiction entre la présente méthodologie et toute autre mention du DCE, la présente méthodologie prévaut pour l'analyse du critère Prix.

Ces critères s'appliqueront pour l'ensemble des lots du marché. L'analyse s'effectuera lot par lot

13 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude du dossier, les candidats devront poser leurs questions par écrit **avant le JEUDI 26 février 2026 à 12H00.**